

SEP 15 1980



NATIONS UNIES

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE

GENERALE

Distr.
GENERALEA/35/437
11 septembre 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session
Point 91 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORTS FINANCIERS ET COMPTES ET RAPPORTS DU COMITE
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires

1. En juin 1980, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné avec le Comité des commissaires aux comptes le rapport de ce dernier à l'Assemblée générale sur les rapports financiers et comptes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1979 1/, du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'exercice terminé le 31 décembre 1979 2/, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour l'exercice terminé le 31 décembre 1979 3/, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (en ce qui concerne les contributions volontaires gérées par la Haut Commissaire) pour l'exercice terminé le 31 décembre 1979 4/, du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population pour l'exercice terminé le 31 décembre 1979 5/, du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1979 6/, du Centre (CNUCED/GATT) du commerce international pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1979 7/, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient pour l'exercice terminé

* A/35/150.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 5 (A/35/5), vol. I.

2/ Ibid., Supplément No 5A (A/35/5/Add.1).

3/ Ibid., Supplément No 5B (A/35/5/Add.2).

4/ Ibid., Supplément No 5E (A/35/5/Add.5).

5/ Ibid., Supplément No 5G (A/35/5/Add.7).

6/ Ibid., Supplément No 5F (A/35/5/Add.6).

7/ Ibid., Supplément No 5 (A/35/5), vol. III.

le 31 décembre 1979 8/, de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice terminé le 31 décembre 1979 9/, de l'Université des Nations Unies pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1979 10/, ainsi que ceux de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1979 11/.

A. Organisation des Nations Unies

2. Le Comité consultatif a examiné les rapports financiers et les comptes de l'Organisation pour l'exercice biennal 1978-1979 ainsi que le rapport y relatif du Comité des commissaires aux comptes, en ce qui concerne les activités financées au budget ordinaire, les fonds d'affectation spéciale et les comptes spéciaux 12/. C'est la troisième fois que le Comité des commissaires aux comptes établit son rapport sur une base biennale, conformément aux procédures approuvées par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session. Le Comité des commissaires aux comptes a présenté un rapport intérimaire pour l'exercice biennal 1978-1979 au Comité consultatif en juin 1979; ce dernier a fait rapport à ce sujet à l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session (voir document A/34/486).

3. Le présent rapport traite des grandes questions indiquées au paragraphe 8 du rapport du Comité des commissaires aux comptes. Conformément à la politique (inaugurée par ce comité en 1976-1977) qui consiste à axer la vérification sur les systèmes, le plan du rapport suit les questions relatives aux systèmes.

4. Dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes présente des observations sur les mesures prises par l'Administration comme suite aux observations et recommandations qu'il avait formulées dans son rapport spécial sur l'étude de la gestion et des contrôles financiers au Siège de l'Organisation des Nations Unies et à l'Office des Nations Unies à Genève 13/. Le Comité consultatif note que les observations du Comité des commissaires aux comptes (par. 17 à 36) au sujet des mesures prises par l'Administration à la suite du rapport spécial sont liées aux observations et recommandations que formule ledit Comité au sujet des "questions soulevées par les vérifications récentes" (par. 37 à 87).

8/ Ibid., Supplément No 5C (A/35/5/Add.3).

9/ Ibid., Supplément No 5D (A/35/5/Add.4).

10/ Ibid., Supplément No 5 (A/35/5), vol. IV.

11/ Ibid., Supplément No 5H (A/35/5/Add.8).

12/ Ibid., Supplément No 5 (A/35/5), vol. II.

13/ Ibid., trente-troisième session, Supplément No 5 (A/33/5), vol. I, chap. IV, annexe.

5. Au paragraphe 17 de son rapport, le Comité des commissaires aux comptes reconnaît que l'Administration a réagi de façon positive à ses recommandations précédentes, en particulier "dans les domaines où il fallait arrêter des politiques et établir des procédures". Néanmoins, il estime que "c'est sur le plan des mesures à prendre pour surveiller et faire appliquer les politiques, procédures et systèmes que d'importantes améliorations sont indispensables" (par. 18). A cet égard, le Comité consultatif note que le rapport financier présenté par le Secrétaire général pour l'exercice biennal 1978-1979 contient des renseignements sur les progrès accomplis par l'Administration dans l'application des recommandations contenues dans le rapport spécial du Comité des commissaires aux comptes.

6. Le Comité consultatif accueille avec satisfaction la création d'un Groupe des systèmes de gestion et de contrôle financiers 14/, conformément aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes 15/ et approuvées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 33/10, du 3 novembre 1978, et 34/233, du 20 décembre 1979.

7. Le Comité consultatif s'est enquis des programmes prioritaires dont était chargé le Groupe ainsi que du calendrier prévu pour leur exécution au cours de l'exercice biennal actuel et au-delà. Le Secrétariat a indiqué au Comité consultatif que le Groupe s'était vu **confier** la responsabilité des programmes prioritaires suivants :

a) Elaboration et application de nouveaux systèmes budgétaires et financiers concernant les fonds d'affectation spéciale; ce programme devrait être achevé d'ici le 1er janvier 1981.

b) Conception et application des systèmes d'information en ce qui concerne la prévision et la gestion des liquidités. La première phase intérimaire, ou établissement de rapports basés sur les systèmes financiers actuels, a été achevée le 1er juin 1980. La deuxième phase (établissement de rapports à partir des systèmes financiers modifiés) commencera en décembre 1980 et la dernière phase (établissement de rapports informatisés) d'ici la fin de l'exercice biennal.

c) Elaboration et application d'un nouveau système des états de paie et des données relatives au personnel. Des progrès sensibles devraient être réalisés dans les prochains 18 à 24 mois.

d) Révision et publication d'un manuel financier.

14/ Voir par. 13 du rapport du Comité des commissaires aux comptes et par. 58 du rapport financier du Secrétaire général.

15/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 5 (A/35/5), vol. I, annexe, par. 37.

8. En ce qui concerne les fonds d'affectation spéciale, le Comité des commissaires aux comptes indique au paragraphe 43 de son rapport que la vérification qu'il avait effectuée au cours de l'exercice biennal 1976-1977 avait fait apparaître "de graves insuffisances dans les contrôles financiers et administratifs des fonds d'affectation spéciale". Comme suite à ces observations, l'Administration avait révisé les principes directeurs relatifs à la constitution et à la gestion des fonds d'affectation spéciale 16/. Cependant, comme le fait observer le Comité dans son rapport (par. 44 à 49), aucune amélioration importante n'a pour ainsi dire été apportée dans ce domaine.

9. Le Comité consultatif est préoccupé par la lenteur des progrès réalisés dans l'adoption et l'application des mesures relatives à la constitution et à la gestion des fonds d'affectation spéciale, en ce qui concerne en particulier les bureaux hors Siège. D'autres mesures prises par l'Administration sont brièvement décrites dans le troisième rapport que présente le Comité consultatif à l'Assemblée générale à sa présente session (A/35/7/Add.2, par. 21-22). Le Comité consultatif prie le Comité des commissaires aux comptes de continuer à suivre cette question et de faire rapport, le cas échéant, à l'Assemblée générale.

10. Le Comité consultatif a demandé des précisions sur les progrès réalisés dans l'élaboration d'un manuel financier complet. Il rappelle à cet égard qu'il avait informé l'Assemblée générale, à sa trente-quatrième session, que les travaux intéressant ce manuel n'avaient pas encore débuté (A/34/486, par. 11), bien que l'Assemblée générale ait approuvé le projet (résolution 33/10 du 3 novembre 1978) et ait autorisé l'ouverture d'un crédit de 50 000 dollars au titre des services correspondants de consultants pour 1979 17/. Les représentants du Secrétaire général ont indiqué au Comité que l'élaboration du manuel financier avait commencé en janvier 1980 et que les premiers travaux impliquaient la révision des divers chapitres du manuel financier de l'Organisation des Nations Unies (de 1951) et la collecte de tous les documents administratifs et financiers publiés par l'Organisation depuis 1946. Le Comité consultatif note qu'au paragraphe 62 du rapport financier du Secrétaire général, il est dit que "l'Assemblée générale sera tenue périodiquement au courant de l'état d'avancement de ce projet essentiel".

11. En ce qui concerne la gestion des liquidités, le Comité des commissaires aux comptes rappelle (par. 21 et 22) que, dans le cadre des vérifications effectuées au cours de la première année de l'exercice biennal 1978-1979, il a examiné la gestion des liquidités au Siège et dans les bureaux extérieurs et qu'il a indiqué au Comité consultatif, en juin 1979, que les recommandations qu'il avait présentées antérieurement sur certains aspects de la gestion des liquidités n'avaient pas été entièrement appliquées.

16/ ST/SGB/146/Rev.1, 19 octobre 1978.

17/ Ibid., trente-troisième session, Supplément No 7 (A/33/7 et Add. 1 à 39), document A/33/7/Add.1, par. 10.

12. Le Comité consultatif note que le Comité des commissaires aux comptes a signalé, dans son dernier rapport, que "l'Administration a pris des mesures pour améliorer les procédures de prévision et de contrôle des mouvements de trésorerie et pour renforcer les contrôles intérieurs" (par. 23), mais que les importantes recommandations concernant "le renforcement des attributions du Sous-Secrétaire général aux services financiers dans le cas des bureaux hors Siège, l'amélioration des méthodes de prévision des mouvements de trésorerie et la mise au point de rapports permettant d'évaluer le rendement des placements" n'ont pas été entièrement appliquées (par. 24). Le Comité consultatif souscrit à l'opinion du Comité des commissaires aux comptes selon laquelle l'application intégrale des recommandations formulées par ce dernier est indispensable à l'instauration d'une gestion efficace des liquidités dans l'ensemble de l'Organisation. Le Comité consultatif note qu'au paragraphe 77 du rapport financier du Secrétaire général sont indiquées un certain nombre de mesures prises par l'Administration. Avec la création du Groupe mentionné au paragraphe 6 ci-dessus, on peut espérer que des progrès sensibles seront réalisés dans ce domaine.

13. Examinant la question du contrôle budgétaire, le Comité des commissaires aux comptes constate que "les procédures de contrôle des allocations de crédits ne se sont guère améliorées au cours de l'exercice biennal" (par. 40). Au paragraphe 65 de son rapport financier, le Secrétaire général indique que "pendant l'exercice biennal en cours, on examinera de nouveau les limites de la marge de manoeuvre laissée aux directeurs de programme pour redistribuer les ressources". Le Comité consultatif note qu'au paragraphe 41 de son rapport, le Comité des commissaires aux comptes manifeste l'intention de suivre les activités de l'Administration dans ce domaine. Le Comité consultatif a demandé si l'introduction de nouvelles politiques d'allocation de crédits pour les activités dont le coût est imputé sur le budget ordinaire s'appliquerait aux activités financées à l'aide de fonds extra-budgétaires. Les représentants du Secrétaire général ont répondu que de nouvelles politiques d'allocation de crédits seraient également introduites en ce qui concernait les activités financées à l'aide de fonds extra-budgétaires, dans le cadre des nouvelles procédures relatives aux fonds d'affectation spéciale qui étaient en cours d'élaboration.

14. Dans le cadre de sa vérification des dépenses en traitements et salaires, le Comité des commissaires aux comptes a également examiné le contrôle des tableaux d'effectifs et les rapports entre le système des états de paie et celui des données relatives au personnel (par. 57 à 65). Le Comité a identifié un certain nombre d'insuffisances à cet égard et a recommandé de procéder à une évaluation du système des états de paie et des données relatives au personnel. L'Administration a souscrit à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes. Le Comité consultatif s'étant enquis de la situation dans ce domaine, les représentants du Secrétaire général lui ont appris qu'une équipe spéciale avait été constituée sous la direction du chef du Groupe des systèmes de gestion et de contrôle financiers. L'équipe spéciale, qui se compose de représentants du Bureau des services du personnel, de la Division du budget et de la Division de la comptabilité, serait chargée d'étudier le système des états de paie et des données relatives au personnel.

Les travaux devaient commencer en juillet 1980 et comprendraient notamment une analyse exhaustive des procédures d'autorisation des postes et de nomination.

15. Les observations du Comité des commissaires aux comptes au sujet de l'emploi d'experts et de consultants se trouvent aux paragraphes 66 à 69 de son rapport. Le Comité consultatif est préoccupé par les insuffisances qui subsistent dans ce domaine. Il note au paragraphe 69 du rapport du Comité des commissaires aux comptes que le Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion a chargé une équipe spéciale d'examiner la situation et de prescrire les mesures correctives à prendre. Le Comité consultatif s'est informé de l'état d'avancement des travaux dans ce domaine et a appris que l'équipe spéciale avait été constituée fin 1979; il s'agit en fait d'un comité directeur qui prête son concours au Service de gestion administrative pour élaborer une circulaire du Secrétaire général relative aux types de services de personnel utilisés par l'Organisation. Selon les représentants du Secrétaire général, le comité directeur ne devait pas établir un rapport proprement dit, puisque les résultats des travaux seraient incorporés dans la circulaire et les instructions qui seraient publiées. Le Secrétaire général espère que ces travaux seront achevés avant la fin de 1980. Le Comité consultatif entend revenir sur cette question dans le cadre de son examen du projet de budget-programme que présentera le Secrétaire général pour l'exercice biennal 1982-1983.

16. Le Comité des commissaires aux comptes cite les frais de voyage parmi les domaines dans lesquels les procédures appliquées par l'Administration pour exercer un contrôle budgétaire manquent d'efficacité (par. 42) et aux paragraphes 70 à 77 de son rapport, il appelle l'attention sur les faiblesses marquant l'autorisation, la comptabilisation et le contrôle des dépenses relatives aux voyages. Comme suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes, l'Administration a convenu de réexaminer toutes les instructions relatives aux frais de voyage afin de les réviser et de les regrouper en un document unique (par. 76). Ayant demandé des précisions à ce sujet, le Comité consultatif a appris que les travaux devaient commencer ultérieurement au cours de l'année 1980. En ce qui concerne les tarifs d'excursion APEX, les représentants du Secrétaire général ont signalé au Comité consultatif qu'ils n'étaient pas du tout certains qu'on puisse utiliser plus fréquemment les tarifs APEX, comme l'avait suggéré le Comité des commissaires aux comptes, parce que ce genre d'arrangement comportait sur le plan pratique un certain nombre d'inconvénients pour l'Organisation.

17. Dans ses observations relatives à la vérification intérieure des comptes (par. 78 à 85), le Comité des commissaires aux comptes signale le caractère limité des mesures prises par l'Administration en vue d'améliorer l'efficacité de la fonction de vérification intérieure des comptes, comme suite aux recommandations qu'il avait présentées dans son rapport spécial pour l'exercice biennal 1976-1977 18/. Le Comité des commissaires aux comptes estime que l'on pourrait accroître l'efficacité et l'étendue des vérifications en procédant à des aménagements au sein de la Division de vérification intérieure des comptes et il formule un certain nombre de recommandations aux paragraphes 81 à 84 de son rapport.

18/ Ibid., trente-troisième session, Supplément No 5 (A/33/5), vol. I, chap. IV, annexe, par. 109 à 113.

Le Comité consultatif note qu'au paragraphe 85 du rapport il est indiqué que l'Administration a reconnu "qu'il faut faire des efforts plus poussés pour améliorer les compétences professionnelles et les techniques de vérification et elle continue de donner la priorité à cet aspect de la question" et qu'elle "est aussi en train de réexaminer la structure de la Division de vérification intérieure des comptes, en vue d'améliorer l'étendue des vérifications faites dans les bureaux extérieurs". Ayant demandé des précisions à ce sujet, le Comité consultatif a appris que l'examen d'ensemble de la structure de la Division serait terminé suffisamment tôt pour qu'il en soit tenu compte dans le projet de budget-programme présenté par le Secrétaire général pour l'exercice biennal 1982-1983.

18. Le Comité consultatif rappelle que l'examen des procédures d'achat qu'a effectué le Comité des commissaires aux comptes lors de la première année de l'exercice biennal 1978-1979 était axé sur les systèmes d'achat et les méthodes comptables relatives aux biens consommables et non consommables dans les services du Siège et dans les bureaux extérieurs. Tout en jugeant encourageantes les mesures prises par l'Administration pour améliorer les systèmes d'achat et les méthodes comptables (par. 36 de son dernier rapport), le Comité des commissaires aux comptes estime que d'autres améliorations sont nécessaires. Les représentants du Secrétaire général ont indiqué au Comité consultatif qu'afin de réduire au maximum les délais séparant la demande et la livraison de marchandises achetées par l'intermédiaire du Siège, un système automatisé de paiement des achats était actuellement mis en oeuvre et serait opérationnel d'ici 1981.

B. Programme des Nations Unies pour le développement

19. Dans son rapport sur les comptes du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'exercice terminé le 31 décembre 1979 19/, le Comité des commissaires aux comptes informe l'Assemblée générale que la mise au point des nouveaux systèmes de gestion des programmes et de gestion financière, élaborée dans le cadre du Projet d'amélioration des systèmes d'information (PASI) a progressé et que la plupart de ces systèmes devraient commencer à fonctionner dans le courant de 1980. Le PASI a été lancé par le PNUD en 1976 afin de concevoir, de mettre au point et d'appliquer un système intégré de gestion financière comportant notamment des méthodes uniformes de communication de renseignements par les organisations participantes et chargées de l'exécution.

20. Au paragraphe 9 a) de son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a constaté que "des montants importants étaient dus par des fonctionnaires qui avaient déjà quitté le PNUD". Le Comité consultatif a demandé des explications à ce sujet à l'Administration du PNUD. Il a été informé que les montants en question s'élevaient au total à 63 863 dollars, dont 11 487 concernaient la période allant de 1972-1975, 270 dollars 1976-1977 et 52 106 dollars 1978-1979; la plus grande partie de ces montants représentait des versements effectués par le PNUD à des transporteurs, des agents d'assurance ou des bureaux de voyage au nom de fonctionnaires, au titre des dépenses engagées à l'occasion de leur retour dans les foyers. Le Comité a été également informé que l'on s'efforçait de recouvrer tous les mandats non remboursés.

19/ Ibid., trente-cinquième session, Supplément No 5A (A/35/5/Add.1).

21. L'alinéa a) du paragraphe 10 du rapport des commissaires aux comptes concerne les avances pour frais de voyage non remboursées : ils ont constaté à ce sujet que "dans beaucoup de cas, les sommes étaient dues depuis longtemps et que d'autres avances avaient été consenties à des personnes qui avaient plus de deux avances non remboursées". Le Comité consultatif a été informé que l'Administration du PNUD s'appropriait à faire paraître une instruction administrative relative aux avances pour frais de voyage. Le Comité consultatif croit savoir également que la Section des voyages du PNUD veillera à l'avenir à recouvrer rapidement et systématiquement toutes les avances pour frais de voyage qui n'ont pas été remboursées dans un délai raisonnable.

22. Le Comité consultatif a demandé des précisions au sujet du fait, mentionné à l'alinéa c) du paragraphe 11 du rapport du Comité des commissaires aux comptes qu'"au 31 décembre 1979, les allocations non utilisées se chiffraient à plus d'un milliard de dollars". Les représentants de l'Administrateur ont fait savoir au Comité consultatif que le montant en question représentant un total de 1 171,5 millions de dollars, dont 170,5 millions de dollars portaient sur l'année 1979 et seraient échelonnés sur 1980 et les années ultérieures. Quant au solde, le plus gros était constitué par des montants déjà inscrits dans les budgets des projets pour 1980 (606 millions de dollars), 1981 (302 millions de dollars) et 1982 (73 millions de dollars).

C. Fonds des Nations Unies pour l'enfance

23. Dans les paragraphes 5 à 8 de son rapport 20/, le Comité des commissaires aux comptes formule des observations au sujet des frais de voyage et souligne que le FISE n'a pas "communiqué aux fonctionnaires d'exposé d'ensemble de ses politiques et procédures régissant les voyages". Les déficiences des méthodes de passation des marchés du FISE sont signalées dans les paragraphes 9 et 10 du rapport du Comité. Le Comité consultatif recommande que l'Administration du FISE veille à ce que les recommandations du Comité des commissaires aux comptes soient appliquées dans les meilleurs délais.

D. Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

24. Dans son rapport 21/ sur l'exécution des projets, le Comité des commissaires aux comptes a appelé l'attention sur des déficiences en ce qui concerne les marchés couvrant les fournitures destinées aux réfugiés (par. 6 et 7), l'absence de coordination en matière de passation des marchés (par. 9 et 10) et l'évaluation des entreprises commerciales (par. 12 et 13). Dans ses observations sur la responsabilité comptable des organisations chargées de l'exécution en ce qui concerne les projets, le Comité des commissaires aux comptes se déclare préoccupé par les

20/ Ibid., Supplément No 5B (A/35/5/Add.3).

21/ Ibid., Supplément No 5E (A/35/5/Add.5).

insuffisances des états financiers (par. 15 et 16) ainsi que par les retards dans la présentation des rapports financiers et descriptifs (par. 19 et 20). Le Comité consultatif constate que l'Administration a approuvé et applique les recommandations des commissaires aux comptes relatives à l'exécution des projets et à la responsabilité comptable dans ce domaine.

25. En ce qui concerne la vérification intérieure, le Comité des commissaires aux comptes rappelle que les vérifications tant intérieures qu'extérieures des comptes du HCR qui ont eu lieu ces dernières années ont fait apparaître des points faibles dans le contrôle intérieur et des lacunes dans l'exécution des projets. Il a recommandé que la portée de la vérification intérieure soit renforcée de façon à permettre aux vérificateurs de se rendre plus souvent sur place pour examiner les activités du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de les soumettre à des vérifications plus poussées (par. 26). Comme le Comité l'indique au paragraphe 27 de son rapport, l'Administration du Haut Commissariat a fait savoir qu'elle prendrait des mesures, en étroite collaboration avec le Service de vérification intérieure des comptes de l'Office des Nations Unies à Genève, pour appliquer les recommandations du Comité.

E. Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population

26. Le Comité consultatif n'a pas d'observations à formuler sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes relatif aux comptes du FNUAP pour l'exercice terminé le 31 décembre 1979 22/.

F. Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement

27. Le Comité consultatif prend note des observations formulées au paragraphe 21 de son rapport 23/ au sujet du contrôle des dépenses relatives à l'appel à des concours extérieurs pour l'exécution de services spécialisés, par le Comité des commissaires aux comptes qui a constaté que le PNUE n'avait pas appliqué suffisamment les principes directeurs et méthodes énoncés dans la circulaire relative à l'appel à des concours extérieurs pour l'exécution de services spécialisés : il en a conclu qu'il n'existait aucune garantie qu'un contrôle suffisant soit exercé sur les dépenses relatives aux services de consultants et d'experts ni que le PNUE applique les principes énoncés par l'Assemblée générale. Comme l'indiquent les commissaires aux comptes au paragraphe 22 de leur rapport, l'Administration du PNUE a souscrit à leur recommandation tendant à ce que des mesures soient prises immédiatement pour appliquer les principes et méthodes exposés dans ladite circulaire. Le Comité consultatif suivra l'évolution de cette question, ainsi qu'il est indiqué plus haut au paragraphe 15.

22/ Ibid., Supplément No 5G (A/35/5/Add.7).

23/ Ibid., Supplément No 5F (A/35/5/Add.6).

G. Centre (CNUCED/GATT) du commerce international

28. Dans son rapport sur les comptes du Centre (CNUCED/GATT) du commerce international 24/, le Comité des commissaires aux comptes informe l'Assemblée générale que le Centre "ne dispose pas de documents précis et détaillés qui énoncent ses principes directeurs, ses responsabilités et ses procédures en matière administrative, budgétaire et financière". Pour remédier à cette situation, les commissaires aux comptes ont recommandé l'élaboration d'urgence d'un manuel financier (par. 5 et 6). L'Administration a approuvé cette recommandation. Le Comité consultatif s'inquiète toutefois de l'absence apparente de contrôle par le Centre de l'utilisation des fonds destinés aux services de consultants, comme le signale le Comité des commissaires aux comptes, en particulier au paragraphe 17 de son rapport. Le Comité consultatif suivra cette question lorsqu'il examinera les prévisions de dépenses du Centre pour 1982-1983.

H. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)

I. Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

J. Université des Nations Unies

29. Le Comité consultatif n'a pas d'observations à formuler sur les rapports du Comité des commissaires aux comptes relatifs aux comptes des organismes mentionnés ci-dessus 25/.

K. Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains

30. Les observations et recommandations figurant dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1979 26/ portent sur les questions ci-après : contrôle budgétaire (par. 5 à 7), fonds d'affectation spéciale (par. 8 à 10), désignation d'une agence de voyages (par. 11 à 13) et modalités de contrôle des frais de voyage (par. 14 et 15). Le Comité consultatif est convaincu que l'Administration prendra sans délai des mesures pour corriger les faiblesses décelées par le Comité.

24/ Ibid., Supplément No 5 (A/35/5), vol. III.

25/ Ibid., Supplément No 5C (A/35/5/Add.3), Supplément No 5D (A/35/5/Add.4) et Supplément No 5 (A/35/5), vol. IV, respectivement.

26/ Ibid., Supplément No 5H (A/35/5/Add.8).